

ANNE-SOPHIE NOVEL

**LES MÉDIAS,
LE MONDE ET NOUS**

PRÉFACE DE STÉPHANE PAOLI

*DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD\COLIBRIS*

Aux salades, feuilles de chou et autres torchons et litières (qui n'ont rien demandé).

Aux noms d'oiseaux, à ce qui vole bas, et ce qui plane haut.

À celles et ceux qui veulent se réapproprier l'avenir.

PRÉFACE PAR STÉPHANE PAOLI	10
GENÈSE	15
INTRODUCTION – FIÈVRE JAUNE	18
Un vide existentiel	20
De nouveaux terrains de “je”	22
“Pas d’omelette sans casser des œufs”	23
Un coup de massue	25
Une défiance généralisée	27
Un point de rupture	29
PARTIE 1 – TOUS DANS LE MÊME SAC	32
1. UN SENTIMENT LARGEMENT PARTAGÉ	33
Comment les médias nous parlent	36
De l’addiction à la répulsion, de multiples symptômes	38
2. UNE DÉFIANCE HISTORIQUE	42
Les racines du fiel	48
Des idées reçues	51
3. TOUS DANS LE MÊME SAC	55
Les raisons de la colère	56
Une opportunité	59
PARTIE 2 – TOUS DANS LA MÊME GALÈRE	64
1. UNE PROFESSION OPPRESSÉE	67
Une intensification de la production	68
Une confusion des genres	74
2. UNE FORCE DE TRAVAIL MALMENÉE	84
Des canards déplumés	85
Des plumes dénaturées	87
3. DES MENACES DE TOUS GENRES	92
Un journal, des tuyaux	93
Une réalité en eaux troubles	96
4. QUE RETENIR DE TOUT CELA ?	99
Vos papiers s’il vous plaît	100
Tourner la page	103

PARTIE 3 – TOUS DANS LE MÊME BATEAU	106
1. QU'EST-CE QUE S'INFORMER VEUT DIRE ?	108
De multiples façons de s'informer	110
La capture de notre attention	114
2. QU'EST-CE QU'INFORMER VEUT DIRE ?	121
Comment narrer le monde	122
Peut-on agir sur la perception des faits ?	126
3. INFORMATION ET SOCIÉTÉ	131
Libres d'informer sur quoi ?	133
De la nécessité d'investir la médiarchie	139
PARTIE 4 – TOUS DANS LE MÊME MONDE	144
1. L'IMPENSÉ ÉCOLOGIQUE	147
Petite histoire d'une apathie	152
De la difficulté de traiter de ces questions	159
Ce que ressentent les journalistes spécialisés	168
2. UNE URGENTE NÉCESSITÉ	177
Les attentes exprimées par le public	180
Un engagement respectif	184
PARTIE 5 – VERS DE NOUVEAUX CHEMINS DE FAIRE	187
1. DE NOUVELLES POSTURES JOURNALISTIQUES	190
Retrouver les faits	192
Retrouver le temps	206
Retrouver le public	220
Retrouver du sens	252
Retrouver un cadre	275
2. CHANGER NOTRE RÉGIME INFORMATIONNEL	283
Faire un point presse	284
Affiner son sens critique	289
S'outiller	295
CONCLUSION	306
ANNEXE – SOIGNER SON RÉGIME INFORMATIONNEL	309
Notes	326
Remerciements	373
Bibliographie	377

PRÉFACE

Huit ans, deux mois et vingt-quatre jours.

Ce décompte minutieux a occupé Oscar Tulio Lizcanio, otage des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), chaque seconde de cette durée. Huit ans, deux mois et vingt-quatre jours pendant lesquels son image du monde s'est réduite à l'épaisseur de la forêt tropicale, à ses bruits mystérieux, aux conversations des géôliers, parfois aux cris d'un torturé.

Comment résister à ce si long isolement ? En récitant mentalement des poésies et des paroles de chansons, puis, enfin, en parlant aux arbres. Pour survivre et exister ne sont restés que ses mots adressés à la jungle soudainement moins hostile.

Dans un film pudique et juste, *Otages*, réalisé en 2019 par Michel Peyrard et Damien Vercaemer pour lequel témoignent d'anciens otages, Oscar Tulio Lizcanio, fort de son expérience de l'isolement et de la solitude, dit qu'il n'y a rien au-dessus du langage, que rien n'est supérieur aux mots.

Cette phrase devrait nous guider. Elle renvoie à notre responsabilité et à notre devoir, comment dire et témoigner au plus près du réel ? Dès lors que rien, en effet, n'est au-dessus du langage, la première exigence est le respect des mots et des images, c'est-à-dire le respect de leurs sens. La reconnaissance de l'Autre autant que la reconnaissance par les autres constituent le fondement de la relation entre médias et citoyens. Ce socle ne tient que par l'engagement de chacun dans sa parole, dans la constance de sa veille et de son interrogation, le doute étant le meilleur des garants. Il conduit à la modestie et à la prudence. Elle n'exclut pas la prise de risques car qu'est-ce que le réel et comment le traduire ? Le mathématicien et physicien Alain Connes en a une approche poétique : le réel est la superposition de tous nos imaginaires possibles. Pour tout physicien est réel ce que nous décrivons. L'imaginaire y prend sa part. À Pierre Lazareff, patron historique de *France-Soir*, Blaise Cendrars avait présenté un article sur le Transsibérien. Lazareff avait lu puis

de sa voix pointue avait demandé : “Mais quand as-tu pris le Transsibérien ?” “Qu’est-ce que ça peut te foutre du moment que je te l’ai fait prendre”, avait répondu Cendrars. Autant que l’observation, l’imaginaire modifie la scène. Précisément, c’est cette interaction permanente et cette liberté du regard qui nous impose de n’être pas, nous aussi, des otages, ceux des outils numériques provoquant l’accélération de l’histoire. Il est illusoire de prétendre pouvoir traiter de l’actualité en temps réel. Tout événement à l’instant où il se produit commence d’interagir avec des ensembles multiples. Ainsi est née la complexité caractéristique de l’époque que nous vivons. Nous ne prenons plus le temps de la réception. Pourquoi faudrait-il à tout prix être le premier, sachant que l’immédiateté est un leurre au bénéfice de l’audience, laquelle porte la manne de la publicité. Les grands groupes industriels qui se sont emparés de quotidiens, de magazines, de chaînes de radio et de télévision l’ont compris. Insidieusement s’est effacée la ligne de partage entre information et communication, nous faisant passer d’un système ouvert, l’information, à un système fermé car porteur d’un projet précis, la communication. La politique s’en est arrangée et a choisi ses alliés parmi les groupes de presse, à droite comme à gauche. Le off est devenu une douceur journalistique qui entretient la promiscuité entre les uns et les autres.

Il est vrai que le voisinage devient la loi du genre. La vitesse rétrécit la planète et relègue le “commencement du monde fini” aux licences poétiques. L’urbaniste et philosophe Paul Virilio s’inquiète d’une “incarcération” planétaire. Il inscrit la rapidité de prolifération des images dans le “vidéodrome”, ce grand cirque global qui entraîne la mondialisation des affects. Elle s’exprime horizontalement dans les réseaux sociaux et aboutit, Anne-Sophie Novel l’analyse dans la première partie de son essai, à une défiance elle aussi globale, à ce “tous dans le même sac” qui manifeste, plus gravement qu’une critique, une perte de confiance dans les médias. L’avocat polémiste Jacques Vergès, à propos des stratégies de la défense, distinguait

deux postures, la rupture ou la connivence. La presse, pas toute, les lanceurs d'alerte y sont plus nombreux qu'on ne le dit, est justement critiquée pour sa proximité et sa connivence avec les puissants. Les élites, autrefois modèle républicain, sont aujourd'hui appellation péjorative. Le rejet gagne toutes les sphères de la société civile jusqu'à la remise en cause des structures politiques. Le passage de la verticalité du pouvoir à l'horizontalité des réseaux a permis, aussi sur les ronds-points, la prise de parole citoyenne. Elle interpelle la parole médiatique. Suffit-elle à expliquer la fracture ?

Une "profession opprimée" est-il écrit dans la deuxième partie de l'essai. L'oppression est le fait de pouvoirs autoritaires. De grands médias le sont, "malmenant leurs forces de travail" au nom de l'audience et de son corollaire, la rentabilité publicitaire. Le "temps de cerveau humain disponible" fut un aveu annonciateur de changement. Le business a pris le pas sur l'éditorial en bousculant les idéaux journalistiques.

Vient alors la question centrale : qu'est-ce qu'informer veut dire ? Donner à connaître bien sûr, donner à comprendre prend plus de temps et le temps est désormais compté. Le choc des brèves passant sans transition d'une averse de grêle à la mort de migrants en Méditerranée est le marqueur de la vitesse qui banalise les contenus. C'est un cancérologue, précurseur de l'immunothérapie, Dominique Maraninchi, qui m'a fait prendre la simple mesure du fait d'informer. "Pour guérir, il faut dire." Qu'importe que dire puisse inquiéter ou déranger. L'important est de pointer ce qui est là, ce qui arrive. Plus encore lorsque l'humanité est confrontée à la question existentielle engagée par l'environnement.

J'essaie d'imaginer ce que pourrait être la réflexion d'un sociologue du XXI^e siècle se penchant sur nos sociétés. Ils étaient informés de façon continue, dirait-il, ils avaient les images quotidiennes de la dégradation de leur milieu et continuaient pourtant à consommer plus que la Terre ne pouvait donner. Ils n'ont rien fait, pas même essayé de mieux partager. La stupéfaction de ce chercheur

fictif devrait être la nôtre et provoquer une colère à la mesure de l'irresponsabilité collective.

Le déni est une pathologie, globale elle aussi, c'est un mal mortifère. Un temps, il a été possible de croire que la mondialisation était une ouverture, que les murs tombaient. Ils se relèvent partout. Disons-le. Le panache de Zola et le talent de Cendrars ne sont pas le commun du journalisme. Et après ? La relève est déjà là. Elle est née avec les outils numériques qui ouvrent d'immenses gisements de connaissances. C'est une renaissance à bas bruit plus extraordinaire encore que celle du Quattrocento. L'écriture et l'image ont déjà changé. La génération qui vient sait que l'information est une matière première.

Oui, tout s'accélère encore, les ordinateurs quantiques pointent le bout de leurs neurones artificiels. Les algorithmes traitant les transactions financières à la nanoseconde semblent désuets et l'IA, cette intelligence artificielle qui inquiétait Stephen Hawking, s'apprête à gérer les data qui nous sont inaccessibles. Pour autant, il ne s'agit pas de récuser les avancées technologiques, mais bien d'être présent à l'enjeu ontologique.

Le journalisme est une discipline humaine qui, à tout instant, doit se convaincre que rien n'est au-dessus du langage, rien n'est supérieur aux mots.

STÉPHANE PAOLI

GENÈSE

Réveillon de Noël, décembre 2014. Énième repas de famille. Entre le plat principal et le fromage, les langues déliées par l'alcool se lâchent. Une fois encore, la conversation en vient aux médias, les accusations tombent de toute part : ils sont responsables des polémiques du moment, ils mettent le feu, ils n'ont rien d'autre à faire, ce sont des menteurs, des manipulateurs... Fusent les noms d'oiseaux et c'en est fait : ils sont farcis comme la dinde qui gît dans le plat de service où je m'empresse de piquer du nez.

Comme d'habitude, je n'entre pas dans ce débat. Inutile de chercher à convaincre, je sais bien qu'il en va des médias comme de la politique et du foot : chacun a son opinion, ses arguments, son avis. Peu importe qu'ils soient vrais ou de bonne foi, chacun sait, affirme péremptoirement et rien n'y changera. Ce débat est un maronnier. J'engloutis mes châtaignes et je cale.

Une fois encore, je me déssole intérieurement de voir à quel point cette profession concentre les tensions, j'enrage face à la prison dans laquelle l'information en continu enferme les gens. Tout cela tend en moi une interrogation qui vient des tripes : pourquoi tant de haine envers ma profession ? Les journalistes ne parlent-ils plus au monde ? Comment sortir de cette impasse ?

Mon sentiment profond est que nous ne parlons plus de ce qui compte : à l'ère du *storytelling** à outrance, le n'importe quoi fait émerger le n'importe qui, tout va trop vite et ceux qui parlent des "vrais" enjeux du siècle (climat, biodiversité, injustices sociales, etc.) sont tantôt stigmatisés, tantôt ignorés. Ils passent toujours après, trop tard, trop mal...

Pour répondre à ces enjeux de société, nous devons revenir aux fondamentaux : depuis quand s'informe-t-on et pourquoi ? Comment

* Le *storytelling*, ou "communication narrative" en français, consiste à élaborer un discours ou un propos en utilisant l'art du récit, afin de raconter des histoires efficaces en mesure de favoriser l'adhésion du public au propos tenu. L'efficacité, ici, passe par les émotions et la création d'empathie. Le procédé est utilisé par les communicants pour élaborer des stratégies marketing et des discours « vendeurs » afin de susciter de l'intérêt pour une personne ou une marque.

notre rapport aux médias a-t-il évolué ? D'où vient cette violence envers les journalistes ? De quoi les *fake news* sont-elles le symptôme ? Quel rôle jouent les médias dans notre vision du monde et de l'avenir ? Façonnent-ils notre manière de nous emparer des enjeux du siècle ? Comment débusquer médias-menteurs et manipulateurs ? Alors que le monde change plus vite que jamais, est-il possible de renouveler notre rapport à l'information ? Telles sont les questions qui m'animent, qui guident mon parcours et sous-tendent cette enquête.

INTRODUCTION

FIÈVRE JAUNE

Nous avons affaire à ce que Hannah Arendt appelait un “événement”, un moment imprévisible qui produit de la discontinuité. Les causes de cet événement étaient déjà présentes, mais on assiste à une accélération de l’histoire¹.

LOÏC BLONDIAUX

Rue de Rivoli, Paris. Une femme d’une quarantaine d’années et son compagnon pistent le présentateur de BFM TV. Ils suivent ouvertement la caméra, se mettent en face pour faire de grands signes de la main aux interlocuteurs avec qui ils échangent simultanément au téléphone. Je les regarde, eux, plus que je n’écoute l’incessant flot de paroles du présentateur. L’image me frappe, l’évidence est là. Ils ressemblent à deux enfants désireux de se faire remarquer par l’ensemble de leur classe (sociale ?), avec cette idée de rentrer dans le cadre et “de passer à la télé”. On sent une forme de plaisir, une excitation tout autant qu’un sentiment un peu revanchard d’avoir son fameux quart d’heure de gloire. Et faire un peu à son tour l’histoire. En temps réel.

Dans les rues de Paris ce jour-là, la tension est palpable. Ce samedi 17 novembre 2018 marque le début d’un mouvement contestataire inédit : excédés par les inégalités économiques et les injustices sociales, des milliers de Français se réunissent sur les ronds-points de l’Hexagone pour exprimer leur colère. Reconnaisables aux chabubles jaunes qu’ils arborent pour signaler leur mobilisation, ils incarnent le ras-le-bol profond de différentes franges de la population². Ce mode de manifestation, radicalement neuf, va de pair avec une façon de se raconter qui casse l’ensemble des codes auxquels les médias sont habitués : on se rassemble tous les samedis lors d’“actes” qui ponctuent la dramaturgie des activistes. Il n’y a pas de chef désigné mais un ensemble de porte-paroles, des revendications

diffuses* qui disent plus par leur refus d'entrer dans les tuyaux (médiatiques, démocratiques, etc.) habituels qu'elles n'expriment en se formulant noir sur blanc. C'est une colère, surtout, qui ne peut s'apaiser dans le cadre où elle a mûri, une colère qui éclate et cherche à être entendue une bonne fois pour toutes. "Ça faisait des années que je bouillais devant ma télé, à me dire : « Personne ne pense comme moi, ou quoi ? » Quand j'ai entendu parler des Gilets jaunes, j'ai dit à mon mari : « C'est pour moi »", témoigne ainsi Dorothée, l'une des deux porte-paroles des Gilets jaunes à Marmande.

Un vide existentiel

Ce "moi" qui se reconnaît là, c'est un moi qui veut réinvestir le réel d'un monde dont les représentations ne lui parlent plus. C'est un cri pour formuler et exprimer une vérité issue d'un vécu qu'on ne voit pas. Et pour cela il investit de nouveaux médiums (des lieux, des médias) tout en cassant ce qui, aujourd'hui, empêche cette existence d'être entendue – et reconnue comme telle. En témoigne en premier lieu la guerre des images à laquelle se sont livrés médias et réseaux sociaux tenus par des Gilets jaunes durant le mouvement. Comme le souligne François Jost, professeur en sciences de l'information et de la communication, "grâce au smartphone, chacun peut être le centre du monde. Et les Gilets jaunes ne s'en privent pas. C'est à partir du regard de chacun qu'existe la réalité,

* À l'origine, il s'agit de contester la hausse du prix du carburant imposée à la population française alors que les compagnies aériennes, par exemple, ne sont toujours pas taxées sur le kérosène qu'elles utilisent. Si le mouvement est diffus, trois sujets clés font l'objet de discussions et revendications : le traitement réservé aux automobilistes (péages, carburant, radars...), la précarité et le référendum d'initiative citoyenne (RIC). L'article de William Audureau et Adrien Sénecat, "Plongée au cœur du Facebook des « Gilets jaunes »", paru le 30 janvier 2019 dans *Le Monde*, éclaire bien la situation.

ce qui explique, en passant, la difficulté de trouver l'image qui représentera la diversité des manifestants⁴". Au découpage et au montage effectués par les journalistes, les Gilets jaunes opposent "de longs plans-séquences en direct, sans interruption, censés être plus authentiques, moins susceptibles de manipulation. C'est évidemment une illusion dans la mesure où cadrer, c'est toujours éliminer de son champ toute une partie du monde⁵". Mais dans ce cas précis, pour les manifestants, monter un reportage ou une séquence, c'est mentir, c'est ne pas montrer la réalité telle que les manifestants la vivent. La caméra choisie par les Gilets jaunes est transparente, "elle capte la réalité sans la modifier⁶". Elle donne à voir ces fins de mois oubliées, ces individus désireux de retrouver une identité trop souvent négligée.

L'enseignant-chercheur en histoire culturelle et études visuelles à l'EHESS André Gunthert éclaire aussi cette logique en l'élargissant à l'ensemble de l'audience médiatique⁷ : "Ce ne sont pas seulement les Gilets jaunes qui ont eu un problème d'information, c'est l'ensemble du public qui s'est trouvé face à une désinformation." Revenant sur le décalage entre la réalité vécue par les manifestants (les violences policières) et le traitement médiatique des manifestations (qui ne s'intéresse initialement qu'aux dégradations des beaux quartiers et aux casseurs), il analyse ainsi la crise : "Les médias *mainstream* n'ont pas fait leur travail d'arbitre entre deux camps qui s'opposent. Cela a duré assez longtemps pour que le public le voie, s'adapte et change de paysage informationnel, qu'il se déplace de l'info dite « officielle » vers l'info alternative pour résoudre ce problème de compréhension. Il y avait des choses qui ne collaient pas*." Raison pour laquelle beaucoup sont allés s'informer en ligne, sont allés

* À ce sujet, c'est l'interview du journaliste David Dufresne, tenant un décompte rigoureux des cas de violences policières sur Twitter, par Le Média et *Mediapart*, qui pousse le reste des médias à parler de ces violences : "Gilets jaunes : des violences policières jamais vues – David Dufresne", Le Média, 7 janvier 2019, www.youtube.com/watch?v=lp1LoauFhd8.

filmer par eux-mêmes et clamer qu'une vidéo live, "brute", valait mieux que les reportages diffusés à la télévision.

Si André Gunthert parle de "déficit d'information" et de "faillite des grands médias", c'est aussi pour souligner à quel point la vidéo est en apparence un outil fiable pour y remédier : "Sans les vidéos et leur crédibilité, il n'y aurait pas eu d'information alternative. Ces éléments sont d'ailleurs présents sur internet depuis 2011 et les révolutions arabes. Plus récemment, l'affaire Benalla c'était déjà ça." De fait, ces vidéos de format court (une à deux minutes) laissent à chacun la possibilité de juger par lui-même, de regarder plusieurs fois la séquence, d'en discuter ensuite et de contribuer à une critique participative, via les commentaires, pour reconstruire le fil des événements ou démonter les rumeurs : "On a l'impression de comprendre et l'illusion, donnée par l'audiovisuel, d'avoir été présent. Ce sont des illusions mais ce qui est important, c'est comment les gens le ressentent", précise l'historien⁸.

De nouveaux terrains de "je"

Dans cette guerre des images, derrière cette course individuelle au réel, du vu au vécu, du ressenti au passage à l'acte, c'est une quête de reconnaissance qui s'opère : "Les classes populaires reviennent ici sur la scène politique, elles réinvestissent le débat public, avec leurs codes et leur langage, analyse ainsi le politiste Loïc Blondiaux. En se servant de Facebook et des réseaux sociaux, qui n'exigent pas d'obéir aux codes classiques, elles ont réussi à imposer leur propre vocabulaire, leurs propres symboles, des Gilets jaunes aux ronds-points. C'est un processus tout à fait inattendu, qui a pris tout le monde au dépourvu⁹."

Si illusionnés soient-ils/elles, celles et ceux qui "prennent ainsi au dépourvu" savent de quoi ils parlent : quand on manque, qu'on est démuné, dépouillé, dégarni, dénudé de la vie, que reste-il d'autre

que la violence pour exprimer ce qui n'est pas dit – ni entendu ? Comment attirer l'attention dans une société sursaturée de signaux et d'informations ? Quand on bout devant sa télé, donc, en ayant l'impression d'être seul, isolé, impuissant et négligé ? Dans la violence sur laquelle les médias se sont attardés dans un premier temps, on trouve en miroir les effets profonds d'une double crise de représentation. Comme l'explique encore Loïc Blondiaux : "Il y a un sentiment dominant auprès d'une part croissante de la population, y compris au sein des classes moyennes intégrées, qu'on est mal représenté, voire qu'on ne l'est plus. Il y a un sentiment que les gouvernements ne représentent que certains intérêts, en particulier ceux des catégories les plus riches de la population. Ce sentiment se présente de plus en plus comme une évidence, celle d'un déni de représentation qui confine à la trahison et suscite une forme de colère à l'égard des dirigeants. Il y a toutefois un phénomène nouveau, qui est l'aversion profonde à l'égard de l'idée de représentation. De plus en plus de citoyens considèrent qu'ils n'ont plus à être représentés. Que leur situation est si particulière que personne, et surtout pas quelqu'un qui ne la partage pas, ne peut légitimement prétendre parler en leur nom¹⁰." D'où l'aversion accrue à l'égard de la médiatisation du mouvement réalisée par les journalistes, assimilés aux sphères de pouvoir.

"Pas d'omelette sans casser des œufs"

On les accuse d'être proches des puissants et de l'argent, mais aussi de ne pas compter correctement les manifestants lors des différents actes, ni de relayer la violence policière à l'égard des manifestants. Écoutons le jeune Gilet jaune Gabin Formont, à l'origine de Vecu, le média du Gilet jaune* lancé mi-décembre 2018 avec

* Développé via Facebook : www.facebook.com/Vecu.giletjaune/.

pour symbole une veste qui semble rhabiller la profession journalistique et illustre le besoin d'avoir un porte-voix à son image : “Les violences policières devraient être dans tous les journaux tous les jours, plutôt que toutes les conneries qu'on entend”, déclare-t-il dans une interview¹¹ (sa page atteint alors 38 000 abonnés moins d'un mois après son lancement, 42 000 le 2 février et 66 065 le 23 juin 2019). Interrogé sur les violences ayant touché les journalistes, le jeune homme répond simplement : “On n'a pas d'omelette sans casser des œufs pour le coup, et c'est déplorable mais à un moment donné il va falloir que les médias se reprennent, et aillent dans le bon sens, arrêtent d'aller du côté des milliardaires, et aillent du côté du peuple¹².”

Pas d'omelette sans casser des œufs. Pas de fumée sans feu. Pas de crise de défiance sans journalistes complices des pouvoirs ? Pas de condamnation de ces agressions sans citoyens ayant la sensation que la presse joue l'apaisement et préserve l'intérêt général ? Lors du premier acte des Gilets jaunes, le 17 novembre 2018, après plusieurs heures de direct sur les Champs-Élysées, c'est le présentateur de BFM TV, Raphaël Maillochon, qui est agressé d'un œuf écrasé sur le crâne. Le même jour, une journaliste de Canal + est conspuée avant son direct à renfort de “Médias corrompus, médias corrompus”. À Toulouse, le 24 novembre, c'est place du Capitole que trois envoyés spéciaux de CNews et BFM TV sont agressés. Ils racontent avoir subi l'assaut d'un groupe de 50 à 100 manifestants : des “journalistes collabos” scandés en chœur, des coups de pied reçus en même temps que des crachats ou l'envoi de bouteilles d'eau en plein visage... Le 22 décembre, deux journalistes de France 2 Montpellier (Anne Domy, rédactrice, et Audrey Guiraud) sont “violemment” agressées à proximité du péage de l'autoroute A9 du Boulou, près de la frontière franco-espagnole. “Avec ma collègue, on a été prises à partie, pourchassées, frappées par une foule de manifestants qui nous a complètement encerclées”, confie alors l'une des journalistes à l'AFP. D'après la rédactrice, les Gilets jaunes crient

avec rage : “Vendues”, “Vous ne faites que trafiquer la réalité”... À chaque acte, les attaques de journalistes se multiplient (une journaliste est même menacée de viol à Toulouse début janvier 2019, tout comme des journalistes de LCI et leurs deux agents de sécurité sont pris dans une meute haineuse à Rouen, place de l’Hôtel-de-Ville)¹³ et s’accompagnent par endroits de rassemblements au pied de certaines rédactions (France TV, BFM TV) ou du blocage du centre d’impression ou de distribution (tels *L’Yonne républicaine*, *Le Journal du Centre*, *La Voix du Nord*)¹⁴.

Un coup de massue

Profondément affectée, la profession se mobilise : sur le groupe Facebook “Paye ton journaliste¹⁵”, créé après les agressions subies à Montpellier, les journalistes relaient leurs anecdotes de terrain et s’interrogent sur la situation. Le 22 décembre 2018, lors de l’acte V des manifestations, la directrice de la rédaction de BFM TV, Céline Pigalle, descend de ses bureaux s’entretenir avec les Gilets jaunes, prendre le temps d’écouter les raisons de leur mécontentement et de répondre à leurs questions. “On a beaucoup tendu les micros à des gens qui racontaient leurs histoires personnelles, qui exprimaient ainsi les raisons de leur colère, puis petit à petit on a cherché des Gilets jaunes pouvant parler au nom du collectif. On ne coupe pas la parole mais on ne peut donner la parole à tous¹⁶”, explique-t-elle avant d’être interrogée sur les chiffres relayés par sa chaîne et le manque de relais des violences policières, avant de répondre des accusations de ne pas couvrir le mouvement comme il se doit (on reproche alors à BFM de mettre en avant une figure plutôt qu’une autre, de ne pas assez parler du désir de voir destitué le président Macron, de ne pas organiser un débat sur le référendum d’initiative citoyenne, etc.). On la questionne aussi sur la présence des éditorialistes dont “l’ami du peuple, Christophe

Barbier”, etc. À regarder cet échange, on sent bien que le lien est définitivement cassé.

Le 15 janvier, trente rédactions* signent une tribune commune pour rappeler que la presse ne doit pas être un bouc émissaire et condamnent unanimement les violences : “Dans un climat de défiance vis-à-vis des médias, la critique est nécessaire. La presse n’est pas exempte de reproches. Et les journalistes sur le terrain sont les premiers à s’interroger au quotidien sur la manière la plus juste et la plus honnête de couvrir l’actualité. Mais aucune défiance vis-à-vis de la profession, quelle qu’elle soit, ni désaccord avec une ligne éditoriale, un titre ou un reportage ne peuvent justifier les violences de ces dernières semaines¹⁷”, relèvent-elles avant de rappeler qu’“empêcher les journalistes de faire leur travail, c’est empêcher les citoyens d’être informés, c’est tout simplement menacer la démocratie”. Le 19 janvier, plusieurs journalistes se rassemblent en fin de matinée place de la République, à Paris, et invitent le reste de la profession à rester #libresdinformer.

En attendant, tout prouve, dans ces attaques, qu’on confond régulièrement les faits et la perception des faits, le message et le message, le média et le journaliste. Ce dernier est pris à partie, menacé, agressé, frappé en guise de rejet abject de réalités que certains ne tolèrent plus. De messages qu’ils ne veulent ni ne peuvent plus entendre. “Les journalistes doivent garder cette liberté de couvrir des événements de la manière dont ils l’entendent, quand bien même

* Les sociétés de journalistes (SDJ) et sociétés de rédacteurs (SDR) de : l’AFP, *Challenges*, *La Tribune*, *Le Figaro*, *Le Journal du dimanche*, *Le Monde*, *Le Parisien-Aujourd’hui en France*, *Le Point*, *Les Échos*, *L’Express*, *Libération*, *L’Obs*, *Paris-Match*, Premières lignes télévision, *Télérama*, *Sud-Ouest*, *20 Minutes*, *Mediapart*, M6, France Info, Franceinfo.fr, France Inter, Europe 1, Radio France, RFI, RTL, BFM TV, CNews, Franceinfo TV, France 2, France 3, France 24, LCP, TF1, TV5Monde, Reporters sans frontières, l’Association des journalistes de l’information sociale (AJIS), l’Association des journalistes parlementaires (AJP), l’Association des journalistes médias (AJM), l’Association de la presse judiciaire (APJ), l’Association de la presse présidentielle (APP), le collectif Informer n’est pas un délit, le Syndicat national des journalistes (SNJ), le Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT), la CFDT-journalistes.

nous ne serions pas d'accord avec eux. Nous ne pouvons accepter qu'ils soient obligés de masquer le logo de la chaîne à laquelle ils appartiennent. Nous sommes les premiers à revendiquer nos droits légitimes à manifester au nom des droits de l'homme, à dénoncer les violences policières que nous subissons fréquemment. Comment rester crédibles dans nos revendications si à côté de cela nous expulsions des journalistes de la voie publique en les frappant ?”, dénonce une tribune “Stop aux violences contre la presse” publiée par le collectif Gilets jaunes citoyens le 21 janvier dans le *JDD*⁸, en invitant les responsables de groupes de Gilets jaunes à en faire de même...

Une défiance généralisée

Le hic, c'est que cette violence n'est pas nouvelle et que certains journalistes reporters d'images (JRI) filmant de précédentes manifestations ces dernières années ont déjà pris l'habitude de cacher le logo de leur média inscrit sur leur micro ou caméra. Certains, même, craignent tellement l'agression qu'ils mentent aux manifestants vindicatifs en disant travailler pour des chaînes étrangères. Depuis 2012 d'ailleurs, plusieurs chaînes de télévision font accompagner leurs journalistes de gardes du corps¹⁹. “Il y a toujours eu une forme de mépris et de considération envers les journalistes”, rappelle l'historien Fabrice d'Almeida²⁰. “On peut remonter à Mai 68, quand des journalistes se prenaient déjà des pavés sur la tête et se trouvaient entre deux feux. Depuis, il y a eu régulièrement des cas d'agressions lors de manifestations d'extrême gauche ou d'extrême droite. Dans les années 1980 par exemple, plusieurs journalistes ont été frappés en marge de meetings du Front national. Les tensions, alimentées par des élus politiques de tous bords, se sont accentuées récemment. Les journalistes de BFM se faisaient insulter dans les meetings de Sarkozy en 2016. Cela a continué pendant la campagne

présidentielle de 2017.” Le reporter Olivier Goujon, dans un excellent ouvrage²¹, rappelle aussi à quel point “les journalistes”, par défaut, “se déterminaient contre l’opinion publique, les politiques ou les forces de l’ordre²²”. Revenant sur la création en 1973 du comité de liaison “presse, police, justice” et la mise en place en 1982 du brassard presse (délivré par la Commission de la carte d’identité des journalistes professionnels, la CCIJP) pour les manif, il souligne à quel point les violences contre les journalistes se sont de nouveau banalisées : “Cela correspond chronologiquement à une montée des critiques du public et des politiques vis-à-vis des médias. Et si la relation n’est pas axiomatique, il ne s’agit pas non plus, à l’évidence, d’une coïncidence. Cogner avec des objets contondants sur des journalistes est forcément moins grave quand politiques, intellectuels et harangueurs variés cognent dessus avec des mots à longueur de tribunes et d’articles²³.” Pour lui, il faut aussi y regarder de plus près : “Un Gilet jaune qui insulte un journaliste dans une manifestation, c’est une guerre des pauvres au service de hiérarchies duplices et de politiques déconnectées. Les journalistes en question sont tous ou presque externalisés, certains ne seront payés que si les sujets passent, ils sont pigistes, en CDD, autoentrepreneurs ! (...) La première violence à leur égard provient du modèle économique d’entreprise dont ils pâtissent. De cette précarité imposée découle le reste : urgences, fausses informations, tensions avec le public, condamnation globale²⁴ !”

De fait, cet épisode révèle une grogne qui monte depuis plusieurs années en France. Un quart des Français ne condamnent pas ces récentes agressions d’ailleurs²⁵ ! Pour eux, cette violence est “bien méritée” : “Elle répond à la violence que les médias émettent chaque jour”, à “une posture de supériorité adoptée par nombre de journalistes” et à “cette proximité avec les sphères de pouvoir”, à “ces actionnaires qui manipulent l’information” et à “ces vendus exonérés d’impôts, riches et privilégiés”, etc. Mais comme le souligne Olivier Goujon, cela remet surtout en cause une “caste médiatique

de privilégiés” qui cache une forêt de journalistes, une “piétaille de crevards qui tente de survivre dans des journaux qui ferment²⁶”...

Un point de rupture

On reconnaît donc bien là cette “crise de sol, de territoire, d’identité” évoquée par le sociologue Bruno Latour²⁷. En s’enracinant dans un premier temps sur les ronds-points puis au cœur des villes, en marquant leur désir non de négocier, mais de changer la table des négociations, les Gilets jaunes font éclater dans une aube étincelante, aussi douloureuse qu’éblouissante, un système qui a fait son temps. Las de ces “éditocrates” qui donnent leur avis à tout bout de champ, ils mettent au grand jour la faillite de la représentation démocratique tout autant qu’un système médiatique à bout de souffle. “Si vous n’arrivez pas à vous exprimer de façon politique ni à être entendu, on a envie de casser du flic ou de donner un coup de matraque : la brutalisation de la politique s’explique aussi parce que personne n’est capable de définir ses intérêts²⁸”, explique encore le sociologue avant de qualifier le grand débat national de “grand sondage” et non de “grand débat”.

Sonder, débattre. Comment faire société aujourd’hui, alors que tout se délite ? Comment l’étoffe du réel peut-elle s’exprimer pour ceux qui ne se sentent plus représentés, voire oubliés, dans ce qui passe à la télé ? Quel récit proposer et comment ? Comment passer outre l’“illusion irrépessible de réalité” et outre le besoin de donner à voir sa vie ? Qui croire ? Comment croire ? Sur quelles bases, quand la fiction dépasse le réel, qu’un format Brut ou une chaîne comme Russia Today sont plébiscités pour rendre compte des brutalités des manif ou de la vie ? Comment en sommes-nous arrivés là ? Et quel rôle, surtout, les médias, la presse et les journalistes ont-ils dans ce contexte ? Est-il possible de narrer le monde autrement ? Et comment ? À quelle fin ?

C'est pour tenter de répondre à l'ensemble de ces questions que cet ouvrage a été rédigé. Complément du film *Les médias, le monde et moi* terminé alors que la France commençait à être secouée par cette fièvre jaune, son propos repose sur des constats effectués il y a de nombreuses années. Preuve de la nécessité aujourd'hui de se préoccuper de ce qui nourrit nos esprits et fait avancer la pensée de nos sociétés, cette enquête entend certes traiter du malaise médiatique, mais aussi interroger, en filigrane, la notion de récit nécessaire pour faire advenir une autre logique et un autre système. Aussi le raisonnement va-t-il s'articuler de la manière suivante : dans un premier temps nous allons essayer de faire un pas de côté pour analyser ce qui, au-delà des accusations qui mettent tous les médias dans le même sac, pose problème aujourd'hui. Nous nous arrêtons sur les origines profondes de la défiance et les racines du fiel qui alimentent les liens entre les journalistes et le reste du monde.

Dans un deuxième temps, il s'agira d'interroger en profondeur les raisons de la dérive médiatique et de montrer que nous sommes "tous dans la même galère" : car si le capitalisme a façonné un système médiatique à son image, l'arrivée du web a engendré une baisse des coûts de diffusion qui est allée de pair avec un flux nouveau d'informations et une guerre de l'attention, générant de fait des productions de contenus à faible coût sans valeur ajoutée informationnelle, ou, pire, des contenus qui aujourd'hui sont délibérément conçus pour capter notre attention et manipuler nos croyances.

La troisième partie prend du recul sur la notion même d'information, sur la fabrique médiatique et sa façon de déterminer notre rapport au monde. Dans un monde submergé d'informations, où est le réel ? L'espèce fabulatrice que nous sommes ne perd-elle pas ses repères ? Quel souci pose la "médiarchie" actuelle ? Se pourrait-il qu'elle explique les impasses à dépasser ?

Car nous sommes bel et bien "tous dans le même monde", dans un siècle où tous les rôles doivent changer. Les repères actuels ne seront pas les mêmes dans dix, vingt ou trente ans, si bien que

le métier doit profondément revoir ses pratiques et proposer une nouvelle posture. Qu'il s'agisse des modèles de financement, des outils et formats à utiliser ou de la ligne éditoriale à tenir, de nouveaux chemins de faire doivent être explorés en détail. La cinquième partie de cet ouvrage donnera de multiples pistes de réflexion, des exemples concrets, et des recommandations pratiques pour améliorer son régime informationnel.

À noter : la structure du livre a été pensée pour intégrer de nombreux témoignages personnels, des entretiens, des anecdotes... Il pose plus de questions qu'il n'offre de réponses, et entend bien s'enrichir avec le temps de vos réflexions sur le sujet, lancer de nouvelles expérimentations et de nouvelles pratiques journalistiques ! C'est ambitieux certes, mais avec la seule prétention de faire bouger, avec vous, et pour nous tous, les lignes des "chemins de faire" journalistiques...

Les termes "presse", "médias", "journalistes", "producteurs ou consommateurs d'information" utilisés ne forment pas une masse indistincte. Ces termes s'emploient comme des figures de style.